



Lettre de la Péninsule arabe

N° 1 – Février 2018

EDITORIAL

Ce premier numéro de la **Lettre de la Péninsule arabe** (qui sera publiée en février, juin et octobre) est l'occasion de vous présenter le Service Economique Régional de Dubaï, créé en septembre 2017, couvrant les pays membres du CCEAG et le Yémen, en coopération et synergie avec les Services économiques de la circonscription (Abu Dhabi, Doha, Koweït, Manama, Mascate, Riyad ainsi qu'un correspondant à Djeddah), qui contribuent activement à son contenu.

Outre la situation toujours inquiétante au Yémen, **la Péninsule arabe a été marquée par une crise régionale majeure survenue en juin 2017** entre le Qatar et le « Quartet », comprenant l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn et l'Egypte. Plus de huit mois après le déclenchement de cette crise, « La Lettre » a jugé utile de consacrer un dossier factuel dressant un premier bilan. Si l'impact macroéconomique ne semble pas significatif à ce stade, nous avons pu observer une reconfiguration durable des réseaux commerciaux et des flux de trafic aérien et maritime sur l'ensemble de la région. A terme, le manque de visibilité pourrait atteindre la confiance des investisseurs.

En ce début d'année, il était nécessaire de faire le point sur **la situation économique et financière des pays de la Péninsule arabe**, en dressant un bilan 2017 et en analysant les prévisions 2018. Après avoir enregistré un ralentissement de l'activité en 2017, toujours lié à la baisse des cours des hydrocarbures et accentué par un effet volume suite aux mesures de limitation de la production pétrolière résultant de l'accord de Vienne, les économies de la région devraient connaître une reprise en 2018. Celle-ci devrait être soutenue notamment par la mise en œuvre des plans de diversification qui tendent à développer la croissance hors hydrocarbures, un relâchement attendu des politiques budgétaires d'austérité, et une remontée sensible de la moyenne des cours du pétrole et du gaz.

La volatilité du prix des hydrocarbures valait bien un focus macroéconomique qui vous permettra de mieux appréhender l'impact sur les économies de la région et le chemin qui reste à parcourir, notamment pour certains pays, pour un retour aux équilibres.

Le calendrier politique bilatéral de ces derniers mois a été particulièrement dense dans la région : visites du Président de la République aux Emirats arabes unis en novembre 2017 et au Qatar en décembre 2017, du Premier ministre aux Emirats arabes unis en février 2018, du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères dans plusieurs pays de la région et au Koweït tout récemment pour la Conférence relative à la reconstruction de l'Irak, etc. Il témoigne des liens bilatéraux forts et durables qu'entretient la France dans la région. Dans ce contexte, la Lettre de la Péninsule arabe vous présente un **calendrier des principaux événements économiques** programmés pour les mois à venir.

Enfin, cette publication n'attend que vos commentaires et suggestions pour s'améliorer au fil du temps afin de répondre de la meilleure manière à vos besoins d'information, de décryptage et d'analyse.

Bonne lecture,

Patrick ERBS

Chef du Service Economique Régional
pour la Péninsule arabe



Impact économique de la crise régionale dans le Golfe

L'annonce le 5 juin 2017 par l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn et l'Egypte de la rupture des relations diplomatiques avec le Qatar, basée sur les mêmes griefs qu'en 2014, a marqué le début d'une crise importante dans la Péninsule arabique. Si la poursuite de cette crise interroge sur l'avenir du CCEAG et favorise le développement de nouvelles architectures et partenariats, elle ne semble pas avoir un impact macroéconomique significatif, à ce stade, pour les pays du Golfe. Elle a cependant donné lieu à une reconfiguration, qui ne sera pas temporaire, des réseaux commerciaux et des flux de trafic aérien et maritime sur l'ensemble de la région. A terme, le scénario de l'enlisement de cette crise pourrait nuire à la situation économique de l'ensemble des pays du Golfe, et plus généralement atteindre la confiance des investisseurs à l'égard de la région. Les exportations d'hydrocarbures n'étant pas touchées, l'économie qatarienne fait preuve de résilience, même si les pressions sur le secteur financier se sont accrues.

1) La rupture des relations commerciales a contraint le Qatar à mettre rapidement en place de nouveaux circuits d'approvisionnement

L'impact commercial de la crise régionale devrait être relativement contenu. Les exportations d'hydrocarbures, qui représentent une part prépondérante des exportations du Qatar (81%) ainsi que, dans une moindre mesure, de l'ensemble des membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCEAG) (48%), n'ont pas été affectées. Le Qatar reste pleinement en mesure d'assurer ses exportations de gaz vers ses principaux clients en Asie, en Inde et en Europe. Au sein, du CCEAG, les livraisons de gaz du Qatar vers les Emirats arabes unis et Oman n'ont pas été interrompues.

Les relations commerciales bilatérales que le Qatar entretenait avec l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, le Bahreïn et l'Egypte étaient d'un volume relativement limité (15,3 % des importations et 9,9 % des exportations du Qatar). Cependant, la rupture de leurs relations commerciales a donné lieu sur les premiers mois à une baisse prononcée des importations du Qatar, une partie transitait en effet par les ports des Emirats arabes unis et d'Arabie saoudite qui constituent des centres régionaux de réexportation. Les autorités qatariennes ont pu rapidement restaurer de nouveaux circuits d'approvisionnement aériens puis maritimes, sans toutefois éviter une augmentation des coûts et un allongement des délais de livraisons. Ces difficultés ont été renforcées par la décision prise par le Qatar d'interdire l'entrée depuis octobre 2017 et la vente dès janvier 2018 de biens produits dans ces quatre pays. S'il est encore tôt pour suivre avec précision l'évolution des échanges commerciaux intra régionaux depuis le déclenchement de la crise, les indicateurs soulignent déjà une hausse marquée du volume des échanges entre le Qatar et Oman.

La cessation des relations commerciales avec le Qatar pourrait éventuellement donner lieu à des difficultés pour l'Arabie saoudite, le Bahreïn et les Emirats arabes unis sur certains produits spécifiques, tant en termes d'approvisionnement (hélium, fer et acier) que de débouché (industrie agro-alimentaire, pétrochimie).

2) La reconfiguration du trafic aérien ne devrait pas mettre un terme aux stratégies de développement ambitieuses du Qatar et des Emirats arabes unis

Dans le domaine aérien, le gel des liaisons et la fermeture de l'espace aérien de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, de l'Egypte et de Bahreïn à Qatar Airways ont immédiatement **provoqué la suspension de nombreuses liaisons assurées par cette compagnie, mais également par des compagnies émiriennes et saoudiennes**. A court terme, les compagnies aériennes du CCEAG ont pu accueillir une partie des passagers déboutés par Qatar Airways. A plus long terme, il semblerait que la reconfiguration du trafic aérien soit essentiellement bénéfique à Oman, dont le nombre de liaisons avec le Qatar et les Emirats arabes unis a d'ores et déjà très fortement augmenté. La capacité du Koweït à s'imposer comme une autre option viable pour absorber ces nouveaux flux de voyageurs reposerait sur une prompte réalisation des travaux en cours pour rehausser les capacités de l'aéroport international de Koweït chroniquement saturé. Les premiers indicateurs de fréquentation des aéroports confirment une baisse du trafic de voyageurs au Qatar, ainsi qu'une hausse de la fréquentation à Oman. Le trafic passagers de l'aéroport international de Dubaï a néanmoins



progressé par rapport à 2016 (à un rythme toutefois moindre) en dépit de la crise, contrairement à la fréquentation de l'aéroport d'Al Maktoum.

Le Qatar et les Emirats arabes unis ne devraient pas pour autant mettre un terme à leur stratégie ambitieuse d'expansion dans le secteur aérien, misant notamment sur les projets d'extension des aéroports d'Al Maktoum et de Hamad. Sur le plan des compagnies aériennes, Qatar Airways a continué à œuvrer à l'extension de son réseau, le groupe ayant fait l'acquisition en novembre 2017 de 9,6 % du capital de Cathay Pacific, malgré des pertes prévues sur l'année fiscale 2017-2018.

3) L'activité portuaire s'est développée en Oman et au Qatar suite à la crise

L'impact sur le transport maritime des Emirats arabes unis ne semble pas être significatif à ce stade, le trafic étant davantage orienté entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Les résultats 2017 du premier opérateur, DP World, affichent une croissance de 4% de son activité sur le port de Jebel Ali, le principal port de la région, certes moindre que la croissance enregistrée pour l'ensemble du groupe (+10%), alors qu'un ralentissement est d'ores et déjà observé pour les ports d'Abu Dhabi.

La crise a constitué un effet d'aubaine certain pour les ports omanais, soutenus par les efforts des autorités visant à développer les infrastructures portuaires et à accueillir des navires qatariens. Le port de Sohar, plus particulièrement, a enregistré une nette augmentation de ses activités de transbordement, les retombées pour les ports de Salalah (en raison d'une situation géographique plus éloignée) et de Duqm (insuffisamment développé à ce stade) devant être moindres. **Au Qatar, le développement du port de Hamad**, dont la première phase a récemment été inaugurée, **s'est accéléré suite à la crise**.

Les liaisons maritimes avec le Koweït ont été maintenues, mais l'absence d'un port en eaux profondes briderait ses ambitions pour accueillir du trafic supplémentaire.

La reconfiguration des trafics commerciaux, aériens et maritimes a rapidement été mise en œuvre, notamment dans le domaine agricole et agroalimentaire, avec une **nette montée en puissance de la Turquie et de l'Iran comme sources d'approvisionnement**.

4) La crise a affecté l'activité touristique de la région, le Qatar étant le plus touché

Le Qatar est à ce jour le pays le plus touché de la région sur le secteur touristique, près de 40% de ses visiteurs étant de nationalité saoudienne, émirienne ou bahreïnie. Depuis le déclenchement de la crise, le nombre d'arrivées de touristes a chuté de 47% (-22% sur l'année 2017) par rapport à 2016 et la fréquentation des hôtels accuse également une baisse. Toutefois, le Qatar a mis en place une politique de promotion touristique, axée principalement sur l'octroi facilité de visas pour certaines nationalités, afin d'accroître le nombre de touristes en provenance de nouveaux pays (notamment Chine et Inde). L'impact devrait être moindre aux Emirats arabes unis où les Qatariens ne contribuent que marginalement aux flux de touristes sur place même s'ils comptent parmi les plus dépensiers. En Arabie saoudite, où le tourisme est principalement de caractère religieux, les tentatives de restauration exceptionnelle de liaisons aériennes pour les pèlerins n'ont pas abouti.

5) Des pressions accrues sur le secteur bancaire qatarien

Les pressions sur la liquidité du secteur financier qatarien se sont accrues, une baisse significative des dépôts internationaux ayant été enregistrée depuis juin 2017. Bien qu'aucune consigne n'ait été donnée en ce sens par leurs autorités monétaires, des banques de la région auraient pu être incitées à retirer des dépôts au sein de banques qatariennes à titre préventif, par crainte de potentielles sanctions financières sur les établissements au Qatar. Les risques associés à cette baisse des dépôts ont pu être contenus à ce stade par une injection pour un montant supérieur de liquidités par le secteur public dans le système bancaire qatarien.

Les conditions de financement des banques qatariennes auprès des marchés internationaux pourraient encore se détériorer, alors que (i) les principales agences de notation ont abaissé la notation des banques qatariennes ou les ont placé sous perspective négative, et (ii) que la perception du risque politique régional s'est détériorée.



Le régime monétaire d’ancrage du riyal qatarien au dollar est apparu un moment fragilisé par le manque de liquidités, des fluctuations importantes étant observées entre les cours on-shore et off-shore du riyal depuis le déclenchement de la crise (elles se sont en partie résorbées par la suite). Deux points de vigilance méritent d’être évoqués en particulier : (i) les investisseurs internationaux ont fait part de difficultés importantes pour se procurer des riyals qatariens, (ii) les avoirs extérieurs des autorités monétaires qatariennes ont baissé de 60% depuis mai 2017 en réaction notamment aux pressions sur la liquidité au sein du secteur bancaire du Qatar.

6) Une dégradation de l’environnement des affaires dans la région

Au-delà de quelques cas symboliques, les entreprises présentes dans les pays concernés ont pu continuer leurs activités, mais sont confrontées à des difficultés d’ordre logistique :

- **Circulation des personnes** : net allongement des durées des trajets en l’absence de liaisons aériennes directes et incertitudes sur la capacité des personnes travaillant au Qatar d’obtenir un visa pour entrer en Arabie saoudite, Emirats arabes unis ou Bahreïn. Bahreïn a par ailleurs rétabli l’obligation de visa pour les ressortissants qatariens. Quelques tensions ont également été observées sur des vols commerciaux dans l’espace aérien entre le Qatar, Bahreïn et le Koweït.
- **Circulation des marchandises** : réorganisation nécessaire pour mettre en place de nouveaux circuits d’approvisionnement.
- **Circulation des capitaux** : si aucune interdiction de paiement transfrontière n’a été établie à ce stade, l’attention portée par les différentes autorités monétaires à l’exposition de leurs banques devrait s’avérer dissuasive.

A terme, la pérennité des activités des entreprises doit faire l’objet d’une vigilance accrue. *Qatar Insurance Company* a annoncé des difficultés pour renouveler sa licence aux Emirats arabes unis (finalement approuvée en novembre 2017), tandis que d’autres sociétés ont annoncé leur volonté de quitter le marché émirien (*QFB a vendu ses 5% au capital d’Amanat Holding, CQB souhaite vendre ses parts au capital d’UAB, QGIR...*).

Néanmoins, à ce stade, il semblerait que **les décisions de certaines entreprises de freiner ou renoncer à leurs activités au Qatar du fait de la crise régionale soient (i) peu nombreuses, (ii) davantage liées à un processus stratégique interne** (cf. décision récente de HSBC de ne pas participer à la prochaine émission obligataire du Qatar, ni au refinancement d’un emprunt de QNB) **qu’à de quelconques pressions.**

Les relations économiques du Qatar avec Oman et Koweït, où elles sont particulièrement importantes, semblent par ailleurs avoir été positivement impactées. En attestent l’annonce de nouveaux projets avec Oman (participation de Qatar Petroleum à l’exploration et la production du bloc offshore 52), la multiplication des délégations d’hommes d’affaires qatariens, ou la volonté des acteurs financiers koweïtiens de maintenir leur exposition au Qatar.

Il convient enfin de souligner **le renforcement des relations économiques entre le Qatar et des pays hors CCEAG, tels que la Turquie, le sous-continent indien ou encore l’Iran.**



ANNEXES

Tableau 1 : Importations du Qatar par pays fournisseurs

Millions USD	2013	2014	2015	2016
Bahreïn	214	328	290	320
Egypte	234	324	361	326
Koweït	203	236	198	174
Oman	335	385	348	371
Arabie saoudite (KSA)	1 207	1 390	1 406	1 384
Emirats arabes unis (EAU)	1 944	2 494	2 862	2 914
Importations totales	25 749	29 399	31 694	32 232
Bahreïn, KSA, EAU, Egypte	3 599	4 536	4 919	4 945
Part du Quartet dans les importations du Qatar	14,0%	15,4%	15,5%	15,3%
Part du Qatar dans les exportations du Quartet	5,0%	7,8%	6,3%	7,9%

Source : FMI-DOTS

Tableau 2 : Exportations du Qatar par pays clients

Millions USD	2013	2014	2015	2016
Bahreïn	193	334	186	214
Egypte	45	68	706	1 113
Koweït	1 131	732	428	569
Oman	475	378	186	190
Arabie saoudite (KSA)	1 050	1 062	759	519
Emirats Arabes Unis (EAU)	5 119	5 415	4 318	3 757
Exportations totales	132 543	126 331	76 646	56 808
Bahreïn, KSA, EAU, Egypte	6 407	6 879	5 969	5 604
Part du Quartet dans les exportations du Qatar	4,8%	5,4%	7,8%	9,9%
Part du Qatar dans les importations du Quartet	1,3%	1,4%	2,2%	3,3%

Source : FMI-DOTS



Situation économique et financière de la Péninsule arabique

Les économies de la Péninsule arabique montrent quelques signes d'amélioration après avoir été fragilisées par la baisse des cours mondiaux des hydrocarbures depuis 2014. Les déficits « jumeaux » (solde courant et solde budgétaire) ont commencé à se résorber à partir de 2017 et la croissance devrait repartir à la hausse en 2018, après un nouveau ralentissement en 2017, notamment accentué par la baisse de la production d'hydrocarbures dans le cadre de l'accord de Vienne. La crise régionale entre le Qatar et le « Quartet » n'a pas eu d'incidences macroéconomiques majeures à ce stade, mais un enlèvement de la situation pourrait nuire aux perspectives économiques de la région.

1/ Un nouveau ralentissement de l'activité économique a été observé en 2017 dans les pays du CCEAG : la croissance y a atteint en moyenne 0,2 % selon le FMI, après 2,2 % en 2016 et 3,5 % en 2015. L'activité a été plus soutenue aux Emirats Arabes Unis (+ 1,3 %) et à Bahreïn (+2,5 %) où le poids des hydrocarbures dans l'économie est relativement moins élevé, tandis que le Koweït (-2,5 %) et l'Arabie saoudite (-0,7 %) ont enregistré une contraction de leur PIB. Malgré la crise régionale survenue en juin 2017, la croissance du Qatar devrait rester soutenue (1,5 à +2,5 %). L'économie qatarienne dispose de fondamentaux macroéconomiques solides et de nouveaux circuits d'approvisionnement y ont été rapidement reconstitués. Oman a vu ses perspectives de croissance rehaussées (0 % pour 2017 au lieu d'une récession annoncée) suite à la crise régionale qui a entraîné une augmentation sensible de ses échanges commerciaux avec le Qatar, la création de nouvelles liaisons aériennes et un développement de l'activité du port de Sohar.

1.1 Ce ralentissement s'explique par une croissance négative du segment « hydrocarbures » de l'économie (-2,2 %) en 2017. Alors que les cours mondiaux sont remontés fin 2017, cette contraction fait suite à l'accord de limitation de la production pétrolière signé par les membres de l'OPEP auquel participent également Oman et Bahreïn. Les capacités de production de gaz naturel pourraient être rehaussées à moyen terme au Qatar (entrée en service du champ de Barzan en 2019, levée du moratoire de North Field annoncée en avril 2017) et à Oman (entrée en production du champ de gaz naturel de Khazzan). A plus long terme, d'importants investissements sont prévus au Koweït pour y développer les capacités de production de pétrole et de gaz naturel.

1.2 Après deux années de ralentissement, la croissance du PIB « hors hydrocarbures » du CCEAG a retrouvé une tendance haussière en 2017 (+2,6 %). Celle-ci devrait être soutenue par les programmes de réformes économiques dont la mise en œuvre a été accélérée. Ceux-ci reposent sur des principes et objectifs communs (diversification de l'économie, essor du secteur privé, création d'emplois pour la population autochtone très largement employée par le secteur public dans des conditions particulièrement favorables, amélioration de l'efficacité administrative) et sont associés à des grands projets (diversification du mix énergétique, projet de ville du futur NEOM en Arabie saoudite, Exposition Universelle 2020 et aéroport Al Maktoum à Dubaï, Coupe du monde de football 2022 au Qatar). Les efforts d'assainissement des finances publiques ont continué de peser sur la demande intérieure en 2017, mais un relâchement est attendu à partir de 2018.

1.3 Une reprise de l'activité est prévue par le FMI en 2018 sur l'ensemble de la région (+2,5 %), soutenue par une accélération de l'activité hydrocarbures (suite à la remontée des cours mondiaux) et hors hydrocarbures dans un contexte de croissance mondiale plus dynamique. Les pays de la région restent néanmoins exposés à plusieurs risques : prolongement de la crise régionale, fortes pressions sociales, ralentissement des réformes structurelles...

2/ Les finances publiques se sont dégradées avec l'émergence de déficits significatifs sur l'ensemble de la région (déficit budgétaire moyen de 11,1 % du PIB en 2016, contre un excédent moyen de 11,3 % du PIB en 2013). Des mesures d'assainissement ont été mises en œuvre sur l'ensemble des pays de la région : réduction progressive des subventions sur l'essence, l'électricité et l'eau, mise en place de nouvelles sources de recettes (instauration de droits d'accises sur le tabac et les boissons gazeuses et énergétique et d'une TVA de 5% réalisée en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis, mais reportée à 2019 sur les autres pays) et une meilleure maîtrise des salaires dans la fonction



publique. **Le déficit de la région s'est ainsi résorbé à 5,9 % du PIB en 2017**, même si tous, à l'exception du Koweït, sont demeurés en situation de déficit et que la masse salariale publique reste encore élevée.

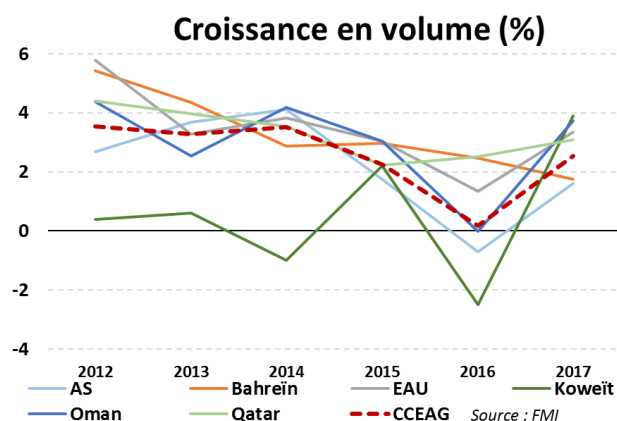
2.1 La dette publique des pays du CCEAG a doublé entre 2014 (11 % du PIB) et 2016 (23 % du PIB). Bahreïn affiche un niveau de dette supérieur à 90 % du PIB en 2017, tandis que la dette de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis et du Koweït reste contenue en deçà du seuil de 30 % du PIB. Les notations souveraines de Bahreïn et d'Oman (S&P) sont passées en catégorie « spéculative » et sont assorties de perspectives négatives.

2.2 Les nouveaux besoins de financement ont pu être assurés par l'endettement auprès des marchés internationaux et locaux, ainsi que par une ponction sur les avoirs extérieurs des autorités monétaires et des fonds souverains. En 2017, plus de 50 Mds USD d'obligations souveraines internationales ont été émises dans la région. Les dégradations des notations ne semblent pas avoir eu un impact immédiat sur l'intérêt des investisseurs, la totalité de ces émissions ayant été intégralement souscrites.

3/ Après s'être trouvée en situation de déficit en 2015 (-2,4 % du PIB) et en 2016 (-3,4 % du PIB), la balance courante de la région a été légèrement excédentaire en 2017 (0,3 % du PIB) suite à (i) un repli des importations d'environ 10 %, (ii) une remontée des cours du pétrole et (iii) une réduction des transferts des expatriés vers leurs pays d'origine.

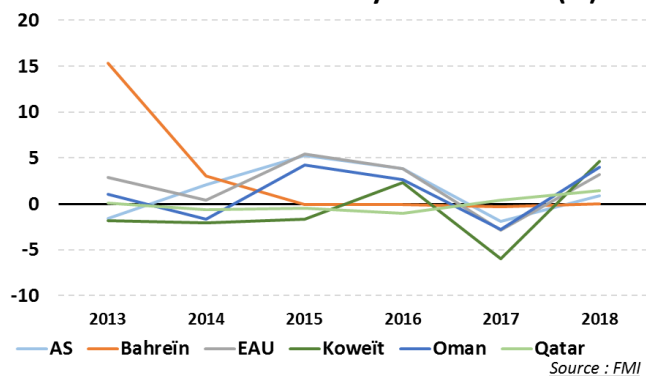
3.1 Les avoirs en devises étrangères des autorités monétaires ont sensiblement diminué. Le niveau de ces avoirs constitue un risque réel notamment pour Bahreïn, où ils ont un moment franchi un seuil inférieur à un mois d'importations de biens et services, fragilisant ainsi l'ancrage de sa monnaie au dollar. Les avoirs extérieurs de la Banque centrale qatarienne ont baissé de 60 % depuis le début de la crise régionale, le secteur public ayant injecté des liquidités au sein du secteur bancaire pour limiter les risques associés à une forte baisse des dépôts des non-résidents. Les avoirs en devises des autres autorités monétaires de la région sont jusqu'à présent suffisants pour écarter tout risque sur la balance des paiements. Les pays de la Péninsule arabe (notamment EAU, KSA, Koweït et Qatar) présentent en outre la particularité de disposer de la moitié des principaux fonds souverains au monde (8 sur 16) avec un total supérieur à 2,8 trillions de dollars d'actifs sous gestion.

ANNEXES

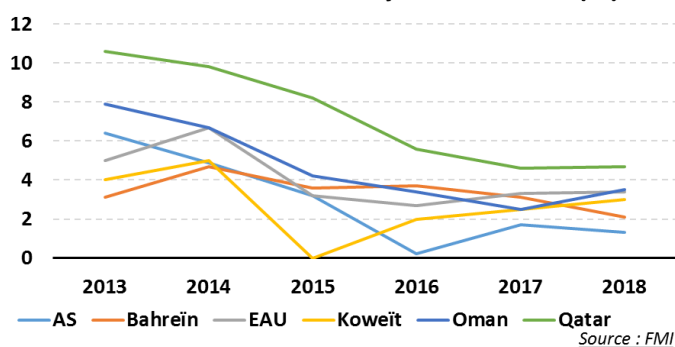




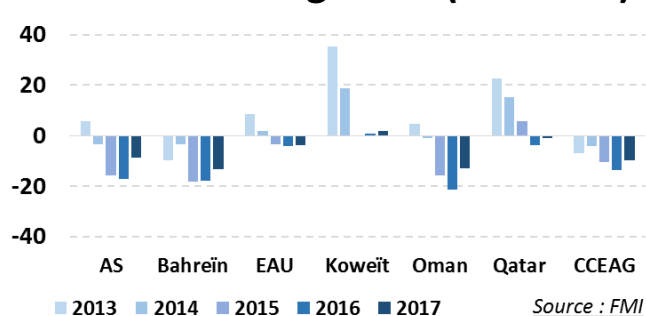
Croissance du PIB "hydrocarbures" (%)



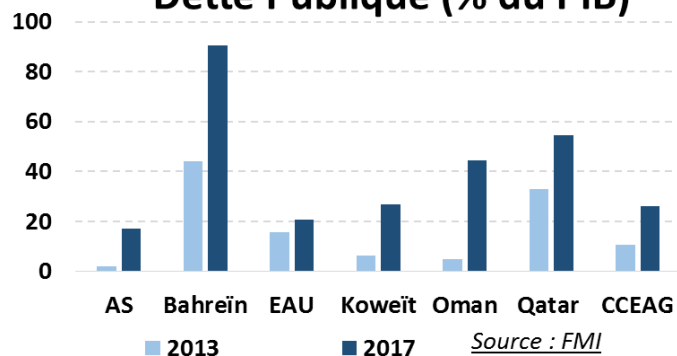
Croissance PIB "hors hydrocarbures" (%)



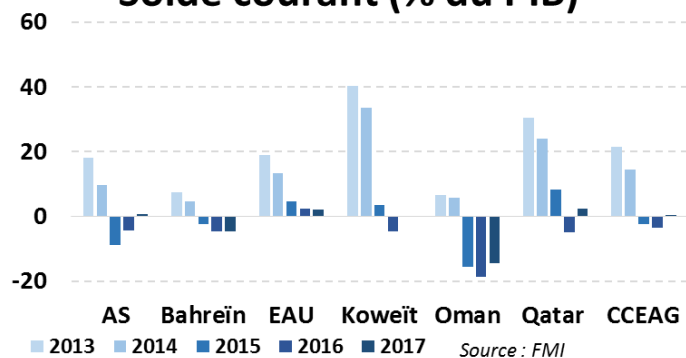
Solde budgétaire (% du PIB)



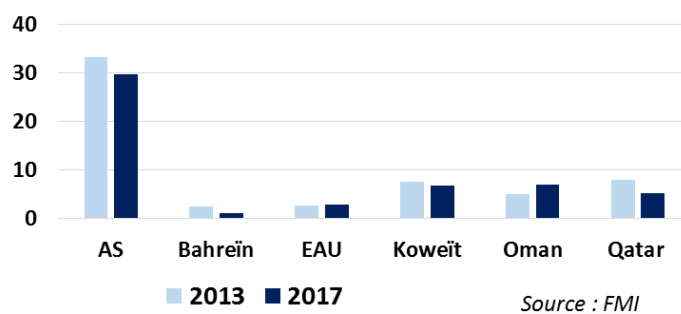
Dette Publique (% du PIB)



Solde courant (% du PIB)



Réserves en avoirs extérieurs (mois d'importations de biens et services)





Focus macroéconomique sur les hydrocarbures

1. Suite à l'effondrement des cours mondiaux du pétrole entre la fin du premier semestre 2014 (le prix du panier de référence OPEP était de 108 USD / baril en juin 2014) et le début de l'année 2016 (panier de référence OPEP à 27 USD / baril), les membres de l'OPEP ont convenu en novembre 2016, dans le cadre de l'accord de Vienne, de plafonner leur production de pétrole à partir du 1^{er} janvier 2017. Cet accord a été reconduit à deux reprises : la limitation est à ce stade prolongée jusqu'à la fin de l'année 2018, avec une clause de reconduction prévue en juin 2018.
2. **L'ensemble des membres du CCEAG participent à cet accord.** L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, le Koweït et le Qatar ont honoré leur engagement de plafonnement en tant que membres de l'OPEP. L'ajustement a toutefois été plus graduel aux Emirats arabes unis, qui n'ont atteint leur cible de réduction qu'en fin d'année 2017. Oman et Bahreïn font partie des 11 pays non membres de l'OPEP qui participent également à cet accord.
3. **Cet accord a contribué à stabiliser les cours du pétrole, même s'ils restent sujets à une certaine volatilité.** Trois phases peuvent être identifiées depuis début 2017 :
 - (a) **Les cours ont été relativement stables au premier trimestre 2017** (le cours du panier de référence OPEP affichant en moyenne 52 USD / baril) ;
 - (b) **Une baisse des cours a été observée entre avril 2017 et juin 2017** dans un contexte de hausse de la production américaine et de stocks élevés (point bas du panier de référence OPEP à 45 USD / baril en juin 2017) ;
 - (c) **Les cours du pétrole ont retrouvé une tendance haussière entre septembre 2017 et fin janvier 2018** sous l'effet d'une demande mondiale plus soutenue (le panier de référence OPEP s'établit à 66,9 USD / baril fin janvier 2018). Les premiers indicateurs disponibles font toutefois état d'une légère baisse des cours en février 2018 sous l'effet d'une hausse de la production de pétrole de schistes aux Etats-Unis.
4. **La baisse des cours du pétrole a eu un impact significatif sur les économies du CCEAG :**
 - (a) **Les cours du pétrole sont devenus inférieurs au prix permettant d'équilibrer le solde budgétaire pour l'ensemble des pays de la région en 2015.** Le Koweït fait figure d'exception, mais il connaît également des besoins de financement après le transfert systématique d'une partie de ses recettes budgétaires vers le fonds intergénérationnel. Au Qatar, le prix du baril permettant d'équilibrer le solde budgétaire est repassé sous les cours du pétrole en 2017.

L'évolution récente de ces prix d'équilibre permet de mettre en avant deux points : (i) **ces prix diminuent sur l'ensemble de la région** suite aux différentes mesures de consolidation budgétaire engagées (diversification des recettes hors-hydrocarbures, contrôle plus strict des dépenses) et (ii) **les hypothèses sur les prix du pétrole retenues dans l'ensemble des Lois de Finances 2018 sont inférieures aux cours actuels**, les autorités ayant fait preuve de prudence pour leur planification budgétaire.
 - (b) **Les cours sont devenus inférieurs au prix permettant d'équilibrer la balance des paiements courants pour Oman, Bahreïn et l'Arabie saoudite (jusqu'en 2017).** Ces prix augmentent à nouveau en 2017 pour Oman et Bahreïn, éloignant les perspectives d'un retour à l'équilibre.
5. **L'impact de la baisse des cours mondiaux du pétrole sur l'inflation dans la région est plus difficile à mesurer** car les prix domestiques de l'essence font l'objet de subventions et sont ainsi peu, voire pas, corrélés à l'évolution des cours mondiaux. Cependant, les mesures mises en place pour accroître les recettes budgétaires suite à la baisse des hydrocarbures (instauration de la TVA, de droits d'accises sur le tabac et les boissons



énergisantes, réduction progressive des subventions sur l'essence, l'électricité et l'eau) vont contribuer à accroître les pressions inflationnistes. D'une manière générale, l'évolution de l'inflation dans les pays du CCEAG a été relativement hétérogène ces dernières années même si une accélération de la hausse des prix est attendue sur l'ensemble de la région pour 2018.

6. L'influence des hydrocarbures dans les économies de la région a ainsi diminué entre 2013 et 2017, tout en restant importante :

- (a) **Leur part dans le PIB** a mécaniquement diminué sur l'ensemble de la région (entre 33 et 55 % en fonction des pays). Cette part est inférieure à la moitié du PIB sur l'ensemble de la région, alors qu'elle était encore majoritaire en 2013 au Koweït, au Qatar et en Oman. Bahreïn et les Emirats arabes unis (principalement Dubaï) sont les deux économies les plus diversifiées du CCEAG.
- (b) **Leur part dans les exportations** a baissé de manière hétérogène. Cette baisse a été plus prononcée aux Emirats arabes unis (-47 %) et à Bahreïn (-42 %) qui disposent d'autres sources d'exportations (notamment les réexportations pour les Emirats arabes unis et l'aluminium pour Bahreïn). Cette diminution a été plus contenue au Koweït (-5 %), au Qatar (-7 %), en Oman (-8 %) et en Arabie saoudite (-11 %), la part des hydrocarbures dans les exportations restant largement majoritaires.
- (c) **Leur part dans les recettes budgétaires** a baissé dans des proportions comprises entre 15 et 35 % sur la région. Cette diminution résulte d'un effet mécanique suite à la baisse des cours, mais elle s'explique aussi par les différentes mesures instaurées pour accroître les recettes budgétaires non liées aux hydrocarbures. Le Qatar (39 %) et les Emirats arabes unis (43 %, mais forte disparité entre Abu Dhabi et Dubaï) sont les deux économies les moins dépendantes des hydrocarbures sur le plan des recettes. La part des hydrocarbures dans les recettes budgétaires de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, du Koweït et d'Oman reste de l'ordre de 70%.

7. De nombreuses institutions du Golfe, aussi bien publiques que privées, préparent des levées de fonds en ce début d'année 2018 afin notamment de bénéficier de la remontée des cours des hydrocarbures observée ces derniers mois.

Les autorités de la région et les experts du secteur s'accordent à penser que les prix des hydrocarbures ont peu de chance de revenir dans un horizon proche aux niveaux atteints avant la chute. La remontée récente des cours traduit une certaine amélioration des perspectives de rééquilibrage entre l'offre et la demande mondiale de pétrole, mais le marché reste soumis à de nombreux aléas, dont l'évolution de la production américaine.

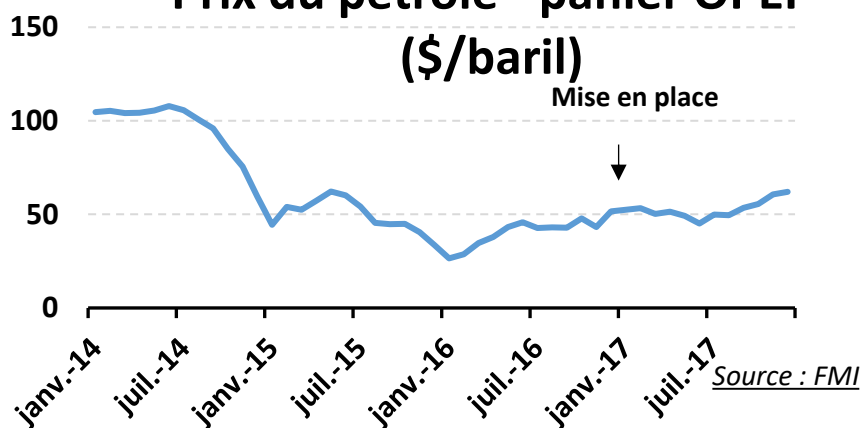
ANNEXES

	Production moyenne de pétrole en 2016 (milliers de barils / jour)	Production moyenne de pétrole en 2017 (milliers de barils / jour)	Objectif accord de Vienne	Variation 2016 - 2017 (milliers de barils / jour)
membres OPEP				
Arabie saoudite	10 406	9 953	10 058	-453
Emirats Arabes Unis	2 979	2 915	2 874	-64
Koweït	2 853	2 708	2 707	-145
Qatar	656	607	618	-49
non membres OPEP				
Bahreïn	74	nd	64	nd
Oman	1 004	971	959	-33

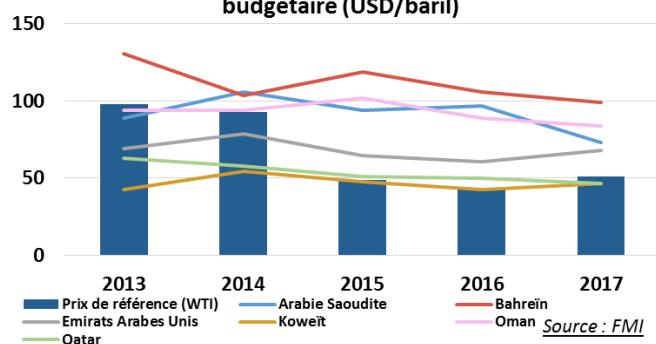


Lettre de la Péninsule arabe - Février 2018 © DG Trésor

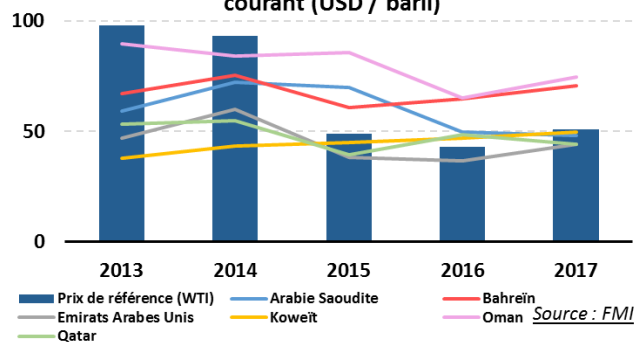
Prix du pétrole - panier OPEP (\$/baril)



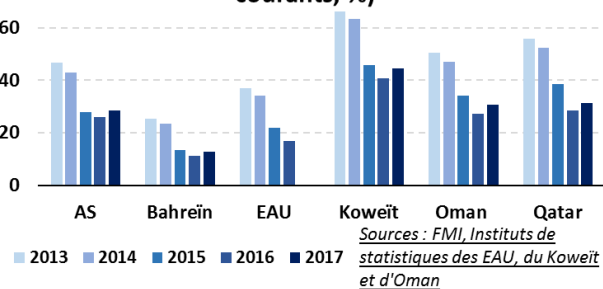
Prix du pétrole permettant d'équilibrer le solde
budgétaire (USD/baril)



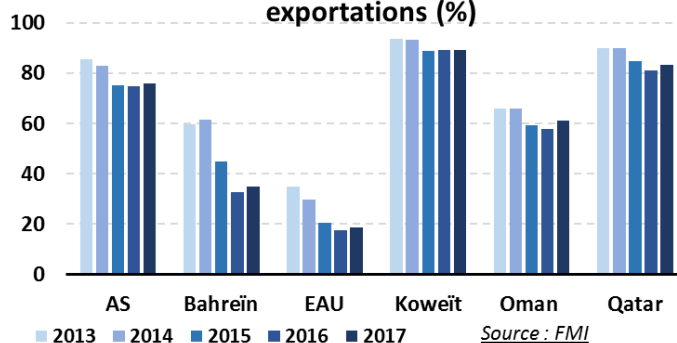
Prix du pétrole permettant d'équilibrer le solde
courant (USD / baril)



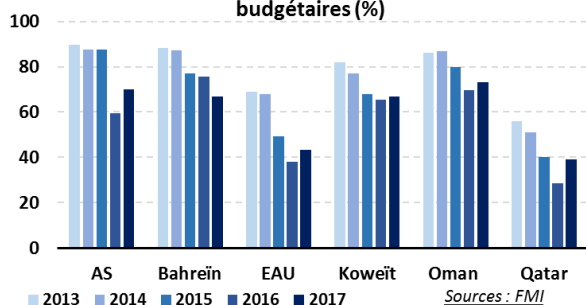
Part des hydrocarbures dans le PIB (prix
courants, %)



Parts des hydrocarbures dans les
exportations (%)



Part des hydrocarbures dans les recettes
budgétaires (%)



hypothèse Loi de Finances 2018

Arabie saoudite	58 \$
Bahreïn	55 \$
Koweït	50 \$
Oman	50 \$
Qatar	45 \$



Calendrier des événements économiques

Février

Date	Lieu	Événement	Contact
18-22/02	Dubaï, EAU	Salon « GULFOOD » avec un pavillon français organisé par Business France	sophia.salmi@businessfrance.fr
20-22/02	Qatar	Mission Business France agro-alimentaire	sophia.salmi@businessfrance.fr
20-21/02	Manama, Bahreïn	Euromoney « The GCC Financial Forum 2018 »	Euromoney
26-28/02	Oman, EAU	Déplacement d'Hervé Morin, Président de la région Normandie	

Mars

Date	Lieu	Événement	Contact
01/03	Dubaï, EAU	Conférence pays - Pakistan organisée par le « French Business Council » avec les participations de Marc Baréty, Ambassadeur de France au Pakistan, et Philippe Fouet, Chef du Service Economique d'Islamabad	French Business Council
04/03	Qatar	Venue à Doha de Guillaume Pépy, Président du Comité France-Qatar au Medef International	
05/03	Oman	Dialogue stratégique France - Oman	
06-08/03	Dubaï, EAU	Salon « Middle East Electricity » avec un pavillon français organisé par Business France	sidi.achouchi@businessfrance.fr
07/03	Abu Dhabi, EAU	Evènement WEPS « Women's Empowerment Principles » organisé par Société Générale en liaison avec le « French Business Group », le « French Business Council », l'Ambassade de France et le Service Economique d'Abu Dhabi	
12-14/03	Doha, Qatar	Salon DIMDEX « Doha International Maritime Defence Exhibition & Conference »	DIMDEX
12-13/03	Dubaï, EAU	Salon « Middle East Rail » avec la participation de Patrick Ropert, DG de Gares & Connexions	Middle East Rail
12-14/03	Dubaï, EAU	Mission à Dubaï d'Erik Linquier, Commissaire Général de la France pour Dubai Expo 2020	
14-21/03	Oman	Semaine française « Food & Hospitality »	
15/03	Paris	Atelier « Dubai Expo 2020 et grands projets » organisé par Business France	Business France
19-22/03	Riyad et Djeddah, Arabie saoudite	Mission découverte du marché saoudien du tourisme et du divertissement à Riyad et Djeddah organisée par Business France	Business France
20-21/03	Koweït	« KDIPA Kuwait Investment Forum »	KIF
20-22/03	Doha, Qatar	Salon « Agriteq »	Agriteq
22/03 (à confirmer)	Paris	Déplacement en France du Ministre de l'Economie du Bahreïn et du CEO de l'EDB	
26-28/03	Mascate, Oman	Salon « OGWA » (Oil & Gas) avec un pavillon français organisé par Business France	sidi.achouchi@business-france.fr
26-28/03 (à confirmer)	Paris	Déplacement de la Special Economic Zone Authority at Duqm au MEDEF	



Avril

Date	Lieu	Événement	Contact
10/04	Manama, Bahreïn	Conférence sur l'état des lieux et les perspectives de la planification urbaine à Bahreïn co-organisée par l'Ambassade et l' <i>Urban Planning Development Authority</i>	jean-baptiste.ollieric@dgtresor.gouv.fr
15-19/04	EAU/ Qatar / Koweït / Oman / Liban	Rencontre d'affaires Retailtech dans le Golfe organisée par Business France	christelle.peyran@business-france.fr
16-17/04	Koweït	5 ^{ème} Salon Oil & Gas	
19/04	Dubaï, EAU	Gala « Embrace Diversity » organisé par le « French Business Council »	French Business Council
20-21/04	Dubaï, EAU	Workshop Marhaba zone Proche et Moyen-Orient, organisé par le Comité Régional du Tourisme Paris-Ile-de-France en partenariat avec Atout France	Paris Région comité régional du tourisme
23-25/04	EAU	Mission hôtellerie-restauration organisée par BPI France	emmanuel.brechard@bpifrance.fr

Mai

Date	Lieu	Événement	Contact
02-03/05	Riyad, Arabie saoudite	« Euromoney Saudi Arabia Conference 2018 »	Euromoney
08-10/05	Dubaï, EAU	Salon « Beauty World Middle East 2018 » avec un pavillon français organisé par Business France	andrea.derossetto@businessfrance.fr
08-10/05	Manama, Bahreïn	« Gateway Gulf » organisé par l'Economic Development Board pour présenter des projets d'investissement évalués et triés par la banque Lazard	

Juin

Date	Lieu	Événement	Contact
05/06	Paris	Atelier Arabie saoudite – Bahreïn organisé par Business France	Business France



INDICATEURS REGIONAUX

Indicateurs internes

	Arabie saoudite	Bahreïn	Emirats arabes unis	Koweït	Oman	Qatar	Yémen	CCEAG
Capitale	Riyad	Manama	Abu Dhabi	Koweït	Mascate	Doha	Sanaa	
Superficie (km²)	2 149 690	771	83 600	17 820	309 500	11 610	527 970	
Population 2017 (M d'habitants)	32,4	1,3	10,1	4,3	4,1	2,7	30,0	55,1
PIB Nominal (Mds USD)								
2016	646	32	349	111	66	156	27	1 360
2017 (e)	679	34	379	117	72	166	26	1 447
2018 (p)	708	35	401	124	75	181	26	1 525
PIB / hab. (USD)								
2016	20 365	24 146	35 384	26 245	16 535	59 514	938	29 085
2017 (e)	20 957	25 170	37 346	27 237	17 406	60 812	856	30 261
2018 (p)	21 453	25 764	38 436	28 199	17 664	65 159	830	31 564
Croissance réelle (%)								
2016	1,7	3,0	3,0	2,2	3,0	2,2	-9,8	2,2
2017 (e)	-0,7	2,5	1,3	-2,5	0,0	2,5	-2,0	0,2
2018 (p)	1,6	1,7	3,4	3,9	3,7	3,1	8,5	2,5
Taux de chômage (%)								
2016	5,9	1,3	1,6	2,1	15,8	0,1	13,5	
2017 (e)	5,7	1,3	1,7	2,1	16	0,2	13,8	
2018 (p)	5,6	1,4	1,8	2,1	16,2	0,2	14,1	
Inflation moyenne (%)								
2016	3,5	2,8	1,8	3,5	1,1	2,7	5,0	
2017 (e)	-0,2	0,9	2,1	1,8	3,2	0,9	20,0	
2018 (p)	5	3,5	2,9	2,5	3,2	4,8	29,5	
Déficit budgétaire (% du PIB)								
2016	-17,2	-17,8	-4,1	0,8	-21,6	-3,9	-13,5	-11,1
2017 (e)	-8,6	-13,2	-3,7	1,7	-13,0	-1,0	-9,9	-5,9
2018 (p)	-7,2	-11,9	-2,2	1,5	-11,4	0,5	-6,6	-4,6
Dettes publiques (% du PIB)								
2016	13,1	82,3	20,7	9,9	33,6	56,5	85,4	22,4
2017 (e)	17,0	90,6	20,7	19,1	44,5	54,4	93,5	25,5
2018 (p)	20,7	98,6	20,8	27,0	50,8	54,4	71,0	28,5


Indicateurs externes

	Arabie saoudite	Bahreïn	Emirats arabes unis	Koweït	Oman	Qatar	Yémen	CCEAG
Exportations françaises (M EUR)								
2015	3 147	130	3 843	1 113	464	2 730	109	11 427
2016	4 142	125	3 603	374	312	1 817	97	10 372
2017	4 506	267	3 403	433	295	1 996	79	10 900
Part de la France dans les importations du pays (%)								
2015	3,1	1,5	1,6	2,0	0,9	3,9	1,9	
2016	3,5	1,8	1,6	0,8	0,8	3,2	1,6	
Rang de la France comme fournisseur								
2015	8	15	11	11	18	9	20	
2016	8	13	12	25	18	10	17	
Importations françaises (M EUR)								
2015	5 084	88	1 044	601	55	244	1	7 116
2016	3 809	83	1 049	383	20	239	1	5 583
2017	4 131	202	1 094	331	20	680	1	6 458
Solde commercial bilatéral pour la France (M EUR)								
2015	-1 938	42	2 799	513	409	2 485	108	4 311
2016	333	42	2 554	-10	291	1 578	96	4 789
2017	375	65	2 309	102	274	1 316	78	4 442
Solde courant (Mds USD)								
2016	-27,5	-1,5	8,4	-5,0	-12,3	-7,7	-1,5	-45,6
2017 (e)	4,3	-1,6	7,9	0,3	-10,3	3,9	-0,6	4,5
2018 (p)	2,8	-1,5	7,5	-0,4	-9,9	1,8	-0,6	0,3
Solde courant (% du PIB)								
2016	-4,3	-4,7	2,4	-4,5	-18,6	-4,9	-5,6	-3,4
2017 (e)	0,6	-4,6	2,1	0,3	-14,3	2,3	-2,3	0,3
2018 (p)	0,4	-4,2	2,1	-0,3	-13,2	1,0	-2,4	0,1
Réserves en avoirs extérieurs (mois d'importations de biens et services)								
2016	33,8	1,2	3,8	6,8	7,5	6,2	1,2	
2017 (e)	29,8	1,1	2,8	6,7	7,0	5,3	0,7	
2018 (p)	27,8	1,3	2,6	6,7	6,6	5,3	0,8	



Lettre de la Péninsule arabe – Février 2018 © DG Trésor

Hydrocarbures

	Arabie saoudite	Bahreïn	Emirats arabes unis	Koweït	Oman	Qatar	Yémen	CCEAG
Production de pétrole (M de barils / jour)								
2016	10,5	0,2	3,0	3,0	1,0	0,6	0,0	18,3
2017 (e)	10,0	0,2	2,9	2,7	1,0	0,6	0,0	17,4
2018 (p)	10,1	0,2	3,0	2,8	1,0	0,6	0,1	17,7
Production de gaz naturel (équivalent de M de barils / jour)								
2016	2,1	0,4	1,0	0,3	0,7	3,9	0,0	8,4
2017 (e)	2,2	0,4	1,0	0,2	0,7	4,1	0,0	8,6
2018 (p)	2,2	0,4	1,1	0,3	0,7	4,1	0,1	8,8
Prix moyen du baril permettant d'équilibrer le solde budgétaire (USD)								
2016	96,6	105,7	60,7	42,5	88,9	50,0	364,0	
2017 (e)	73,1	99,0	68,0	46,8	83,6	46,8	125,0	
2018 (p)	70,0	95,2	61,7	47,0	76,3	47,2	nd	
Prix moyen du baril permettant d'équilibrer le solde courant (USD)								
2016	49,8	64,6	36,8	46,8	65,2	48,6	nd	
2017 (e)	48,2	70,7	44,2	49,9	74,7	44,2	nd	
2018 (p)	49,4	69,5	44,0	50,8	75,1	46,0	dn	

Source : FMI et Service économique régional

Informations complémentaires et publications des Services économiques de la Péninsule arabe :

Direction générale du Trésor : www.tresor.economie.gouv.fr

Les Services économiques dans le monde : www.tresor.economie.gouv.fr/ressources/Pays

SE Arabie saoudite (Riyad, Djeddah) : www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/Pays/arabie-saoudite

SE Bahreïn (Manama) : www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/Pays/bahreïn

SE Emirats arabes unis (SER Dubai, Abu Dhabi) : www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/Pays/emirats-arabes-unis

SE Koweït (Koweït City) : www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/Pays/koweït

SE Oman (Mascate) : www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/Pays/oman

SE Qatar (Doha) : www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/Pays/qatar

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Dubaï (adresser les demandes à alban.aubert@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional de Dubaï s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteurs : SER Dubaï et les Services Économiques de la Péninsule Arabe (Abu Dhabi, Doha, Koweït, Manama, Mascate, Riyad, et le correspondant à Djeddah).

Adresse : Al Habtoor Business Tower, 24th floor, Dubai Marina P.O. Box 3314, Dubaï, Emirats arabes unis

Revu par : Patrick Erbs

Abonnement gratuit par email :

alban.aubert@dgtrésor.gouv.fr

(Indiquer nom, prénom, entreprise, fonction, tél et email)